

Brochure n° 3342

Convention collective

IDCC : 2622. – **CRÉDIT MARITIME MUTUEL**

AVENANT N° 1 DU 18 JANVIER 2002

RELATIF AUX AUTORISATIONS D'ABSENCE

NOR : *ASET0750035M*

IDCC : 2622

Article 11

Autorisations d'absence

Article 11.1

Dispositions générales

Les dispositions du présent article sont destinées à faciliter le fonctionnement des organisations syndicales, prioritairement au niveau des instances fédérales ou nationales, en permettant aux salariés des entreprises, telles que définies à l'article 1^{er} « Champ d'application », de bénéficier d'autorisations d'absence.

Deux quotas exprimés en jours ouvrés sont calculés au niveau de chaque entreprise pour une année civile complète par rapport à l'effectif rémunéré au 31 décembre de l'année précédente, permettant à chaque organisation syndicale représentative au niveau national ou au niveau de l'entreprise d'obtenir des autorisations d'absence pour des salariés de l'entreprise afin d'assurer :

- le fonctionnement des instances syndicales (ce quota est dénommé ci-après : quota instances syndicales) (1) ;
- la participation aux congrès syndicaux (ce quota est dénommé ci-après : quota congrès syndicaux).

(1) Correspond à l'indicateur 111 du bilan social pour les entreprises soumises à cette obligation.

Ces absences, à l'exception des autorisations d'absence visées au dernier alinéa de l'article 11.2, ne donnent lieu à aucune retenue sur les salaires, primes et indemnités exceptionnelles ; elles ne peuvent en aucun cas être imputées sur les congés annuels ou sur le crédit d'heures attribué en vertu de l'article L.412-20 du code du travail.

Les absences sont accordées par journée ou demi-journée.

Article 11.2

Quota instances syndicales

Ce quota est calculé selon le barème suivant :

- jusqu'à 200 salariés : 2 jours ouvrés ;
- jusqu'à 300 salariés : 3 jours ouvrés ;
- au-delà de 400 salariés : dispositions identiques à celles de la convention collective de la banque.

Pour chaque organisation syndicale non représentative au niveau de l'entreprise mais représentative au niveau d'un ou de plusieurs établissements, le barème figurant à l'alinéa précédent est applicable par rapport à l'effectif rémunéré de l'établissement ou à l'effectif rémunéré cumulé des établissements (1).

Dans l'année civile, un même salarié pourra être autorisé à s'absenter au plus 5 jours ouvrés.

Toutefois, la fédération ou le syndicat national, en l'absence d'une structure fédérale, de chaque organisation syndicale représentative au niveau national ou de la branche professionnelle peut adresser à la Fédération nationale du Crédit maritime mutuel, au plus tard le 15 décembre pour l'année suivante, une liste nominative de 20 salariés au maximum appartenant aux entreprises visées par l'article 11.1. Ces salariés seront autorisés par leur entreprise à s'absenter au plus 12 jours ouvrés.

Lorsque le quota de l'entreprise défini ci-dessus est inférieur à 12 jours ouvrés, le salarié inscrit sur la liste peut bénéficier d'autorisations d'absence en utilisant intégralement ce quota, et au-delà jusqu'à un maximum de 12 jours ouvrés dans l'année. Dans ce cas, une organisation syndicale ne peut inscrire sur sa liste qu'un salarié appartenant à l'entreprise concernée.

Si pour une raison quelconque, il est mis fin au mandat d'un salarié bénéficiaire de ce dispositif, il appartient à l'organisation syndicale, qui avait désigné ce salarié, d'en informer la fédération nationale du Crédit maritime mutuel au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la fin du mandat.

Les coordonnées de l'éventuel nouveau bénéficiaire doivent être portées à la connaissance de la Fédération nationale du Crédit maritime mutuel par son organisation syndicale au moins 15 jours calendaires avant la première demande d'absence présentée à ce titre dans son entreprise par l'intéressé, sachant que celui-ci ne peut bénéficier que du solde non utilisé par le précédent bénéficiaire.

(1) La notion d'établissement étant celle définie par la législation pour le comité d'établissement.

Les entreprises sont informées par la fédération nationale du Crédit maritime mutuel de l'identité de leur(s) salarié(s) inscrit(s) sur la liste adressée par chaque organisation syndicale.

Ces salariés peuvent également être autorisés à s'absenter 5 jours ouvrés supplémentaires mais non rémunérés.

Article 11.3

Quota congrès syndicaux

Il est attribué à chaque organisation syndicale représentative au niveau national ou au niveau de l'entreprise, un nombre de jours ouvrés d'autorisations d'absence calculé par rapport à l'effectif rémunéré de l'entreprise, tel que défini dans l'article 11.1 du présent article, ou de l'effectif d'un ou de plusieurs établissements pour les organisations syndicales non représentatives au niveau de l'entreprise mais représentatives au niveau de ce ou de ces établissements selon le barème suivant :

- 3 jours ouvrés jusqu'à 1 000 salariés ;
- auxquels s'ajouteront par tranche supplémentaire de 1 000 salariés : 3 jours ouvrés.

Si, au cours d'une année, ce quota s'avérait insuffisant pour une organisation syndicale, celle-ci peut demander des autorisations d'absence en utilisant le quota instances syndicales.

Article 11.4

Délai d'information préalable

Quota instances syndicales

Les demandes sont présentées au moins 8 jours calendaires à l'avance sur présentation d'un justificatif émanant de la fédération ou du syndicat national, en l'absence d'une structure fédérale, ou, le cas échéant, du délégué syndical national ou central ou, à défaut, du délégué syndical d'entreprise.

Quota congrès syndicaux

Les demandes sont présentées au moins 30 jours calendaires à l'avance sur présentation d'un justificatif émanant de la fédération ou du syndicat national, en l'absence d'une structure fédérale, ou du délégué syndical national ou délégué syndical central ou à défaut, du délégué syndical d'entreprise.

Les procédures d'information relatives à ces demandes d'autorisations d'absence sont définies au niveau de l'entreprise.

Article 11.5

Niveau maximum d'absences

Le nombre maximum de salariés absents au titre du présent article, au cours d'une même journée et pour une même organisation syndicale, est fonction de l'effectif présent au travail de l'entreprise ou de l'établissement (1) en cas de pluralité d'établissements.

(1) Au sens de la législation relative à la représentation du personnel.

Il est égal à :

- 1 si l'effectif est inférieur à 100 salariés (1) ;
- 1 % de l'effectif si ce dernier est supérieur ou égal à 100 salariés (1).

Pour une entreprise ou un établissement (2) de moins de 1 000 salariés (3), ces niveaux maxima sont portés respectivement de 1 à 2 et de 1 % à 2 % (4) pour le ou les jours pendant lesquels il y aurait utilisation simultanée des quotas instances syndicales et quotas congrès syndicaux.

Ces niveaux pourront être renégociés par accord signé au sein des entreprises, afin d'être adaptés et améliorés.

Article 11.6

Date d'effet

Les présentes dispositions de l'article 11, « Autorisations d'absence », entrent en vigueur au jour de la signature du présent avenant.

Les dispositions du présent article ne se cumulent pas avec celles ayant le même objet qui peuvent exister au niveau de l'entreprise et ne remettent pas en cause les dispositions existantes d'entreprise plus favorables.

Fait aux Sables-d'Olonne, le 18 janvier 2002.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération nationale du Crédit maritime mutuel représentant les structures suivantes :

- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du Nord ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du littoral de la Manche ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du Finistère ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du Morbihan et de la Loire ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel de la Vendée ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du littoral charentais ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel de l'Aquitaine ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel de la Méditerranée ;
- société centrale de Crédit maritime mutuel.

Syndicats de salariés :

Fédération française des syndicats chrétiens de banques et établissements financiers CFTC ;

Syndicat Force ouvrière (FO) ;

Syndicat national de la banque et du crédit (SNB) CGC.

(1) Effectif rémunéré au 31 décembre de l'année précédente.

(2) Au sens de la législation relative à la représentation du personnel.

(3) Effectif rémunéré au 31 décembre de l'année précédente.

(4) Ce chiffre est, le cas échéant, arrondi au nombre entier le plus proche.